

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 97 Juin - Juillet - Août 2012

## **Nous courons à la catastrophe, soyons optimistes !**

Les niveaux d'émission de gaz à effet de serre sont plus élevés que le pire des scénarios publiés par les scientifiques il y a à peine cinq ans. Nous allons vers plus de 4 ° C de réchauffement climatique global. Et néanmoins la conférence des Nations unies sur le développement durable de Rio (du 20 au 22 juin) s'achemine vers un nouvel échec.

La Chine, qui émet bien plus de CO<sub>2</sub> qu'elle n'en déclare, veut soutenir sa croissance, qui « n'est plus que » de 8 % par an, et l'Inde se désole de ne pas atteindre ce niveau.

Mais les pays occidentaux seraient mal placés pour leur faire la leçon : aujourd'hui encore, un Chinois émet 4 fois moins de gaz à effet de serre qu'un Etats-unien...

L'Europe s'enfonce de plus en plus dans la crise. Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne obtient une aide financière pour sauver un secteur bancaire en déconfiture. Longtemps citée en exemple, elle avait fondé sa croissance sur une bulle immobilière : du BTP à l'aveugle, financé par du crédit à tout va. Les « solutions libérales » (plans d'austérité, privatisations, baisse des salaires, contre-réformes des retraites...) conduisent partout à la récession et au chômage de masse, et ne suffisent pas à soustraire les pays concernés à la pression des « marchés financiers ». Le « bon élève » Mario Monti le voit bien, la dette publique italienne a augmenté de 80 milliards d'euros en un an, et l'Italie ne peut emprunter qu'à des taux proches de 7 % !

De son côté, Londres se lance dans la folie de chantiers titanesques pour les JO (alors pourtant qu'on a pu voir combien ils avaient coûté cher à la Grèce).

Dans ce contexte, les fantômes du passé ressurgissent. En Hongrie, l'extrême droite entend réhabiliter Miklos Horthy, régent du royaume de Hongrie de 1920 à 1944. Allié d'Adolf Hitler, il ne l'avait lâché qu'à la fin de la guerre, alors que les Soviétiques étaient aux frontières du pays, après avoir, bien tardivement, désapprouvé la politique des Nazis, qui provoqua l'extermination de plus d'un demi-million de compatriotes juifs.

En France, la droite rompt avec la tradition du front républicain, jusqu'ici appliquée par la droite et la gauche, qui consiste en cas de risque d'élection d'un candidat du Front national, à se désister en faveur du candidat républicain le mieux placé. Il s'agit d'une faute politique extrêmement lourde, qui marque une rupture avec l'héritage gaulliste, et réinsère dans le jeu politique les héritiers de Pétain. Les campagnes présidentielles de Nicolas Sarkozy, en 2007 et 2012, et son quinquennat, avaient préparé cette rupture.

Positivons ! C'est peut-être acculée à la catastrophe que l'humanité trouvera les voies pour se sauver.

On trouvera dans ce numéro de *CMM* un bon paquet de bonnes nouvelles.

Inlassablement, il nous appartient de « démontrer que les idées alternatives peuvent être plus pertinentes que les idées dominantes ». « La politique ne se joue pas que sur la scène institutionnelle et partisane. Il nous faut aussi réinvestir d'autres espaces politiques, pour

convaincre, par exemple, qu'il est possible de mettre en place un pôle bancaire public au service de l'intérêt général à l'échelle européenne » (Dominique Plihon, *Télérama*, 13 juin).

Soyons optimistes !

## Bonnes nouvelles

**Résidence Universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine).** Le Tribunal Administratif de Versailles a donné raison aux défenseurs de la Résidence Universitaire Jean Zay à Antony. **Le combat paye.**

Le 10 mai 2012, le tribunal administratif de Versailles a annulé d'une part "l'arrêté du 9 janvier 2009 du préfet des Hauts-de-Seine portant transfert de biens appartenant à l'Etat ou à un établissement public et affectés au logement des étudiants, constitués de la résidence universitaire Vincent Fayot à Châtenay-Malabry et de la résidence universitaire Jean Zay à Antony à la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Seine", d'autre part « la délibération n° 09/93 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Seine en date du 9 octobre 2009, portant approbation du protocole d'accord relatif à la réhabilitation et au redéploiement des résidences universitaires Jean Zay à Antony et Vincent Fayot à Châtenay-Malabry ».

Le projet de démantèlement initié par la Communauté d'Agglomération d'Antony sur la forte incitation du Président du Conseil général des Hauts-de-Seine est donc à ce jour remis en cause. (*Communiqué de presse des Amis de La Résidence Universitaire d'Antony (AARUA)*) <http://amisrua.antony.free.fr>

*Dans un article publié dans le journal municipal du Plessis-Robinson, et repris dans le hors-série n°1 d'Angle d'Attac 92 de décembre 2010, les Amis de la Résidence universitaire d'Antony dénonçaient en ces termes ce projet :*

Alors qu'aujourd'hui tout le monde s'accorde, pouvoirs publics compris, à reconnaître la gravité de la situation du logement étudiant en France, la CAHB, **la Communauté d'Agglomération des Hauts de Bièvre** à laquelle notre ville appartient, a, au mois d'août dernier, **détruit 550 logements destinés à la jeunesse estudiantine** sur la Résidence Universitaire d'Antony.

Et malheureusement cela ne serait qu'un début puisque **5 bâtiments sur 7 sont ainsi menacés de destruction** malgré les nombreuses protestations exprimées par différents acteurs du mouvement social.

Même s'ils n'en sont pas les instigateurs principaux, Messieurs Devedjian et Siffredi – Député-Maire de Châtenay Malabry et Président de la CAHB - sont les commanditaires de ce projet néfaste. Ce dossier brûlant est également suivi de près par M. Pemezec. Il a en effet en charge au sein de la CAHB, la Présidence de la Commission d'Urbanisme qui instruit et décide ces destructions.

Ces décisions inadmissibles ne feront qu'accroître et aggraver une situation déjà catastrophique en matière d'équilibre entre l'offre et le besoin de logements étudiants, surtout dans notre Département.

En effet si notre pays compte **2,2 millions d'étudiants**, nous recensons seulement **160 000 places** proposées par les centres régionaux d'œuvres universitaires et sociales (CROUS). Pourtant ce site exceptionnel par sa géographie, bien desservi par les transports en commun (RER, maillage de bus) est une garantie pour les étudiants résidents de pouvoir aisément se déplacer vers leurs universités et vers les lieux d'enseignements que sont notamment Paris, Orsay, Châtenay Malabry, Créteil ou Nanterre. C'est une chance inespérée d'avoir sur ce territoire une Résidence Universitaire qui soit en mesure de recevoir des étudiants de toute la France et de toutes nationalités. C'est un atout inestimable pour nos entreprises.

Cet entêtement politique à la destruction trouve ses racines dans un objectif qui est au cœur d'un vaste programme immobilier (pour les plus fortunés) qui couvrira également demain les terrains de sports de l'US Métro à la Croix de Berny. Une opération purement spéculative dirigée vers le seul intérêt privé.

**Pour toutes ces raisons ce site de la RUA doit rester entièrement dédié au logement social étudiant. Nous y travaillons pour, qu'enfin, l'intérêt général prime sur les intérêts de quelques-uns.**

*Le Monde ( 19 mai ) précise :* La communauté d'agglomération est ainsi bloquée dans son projet de réhabiliter l'un des bâtiments (le A) de plus de 500 logements avec l'aide du célèbre architecte Jean Nouvel. Elle souhaite également démolir et construire d'autres édifices, en **divisant par deux le nombre d'appartements** pour le ramener à 1000 sur le site. Les résidents défendent cet ensemble, son restaurant universitaire, fermé, le gymnase, les salles de travail, le foyer et le centre de santé. Ils profitent de l'ensemble pour un prix de **142 € pour une chambre** (de 9 m<sup>2</sup> sans salle de bains) et 235 € pour un deux-pièces, non décompté de l'allocation logement. Le projet Nouvel prévoit des chambres de 16 m<sup>2</sup>, kitchenette et salle de bains incluses pour un loyer de **256 €** par mois. Les loyers bas sont la priorité pour la plupart des résidents, de même que la proximité des transports.

**Grande victoire pour tous les partisans d'un service public de l'eau :** la justice vient d'annuler la délibération scélérate par laquelle la CAEE (Communauté d'agglomération Est Ensemble regroupant 9 communes de l'Est de Paris) avait adhéré au SEDIF (Syndicat des Eaux d'Ile de France) le 30/11/2010.

L'écrasante majorité socialiste avait renié toutes ses promesses d'un retour à une gestion publique de l'eau.

Bertrand KERN, président PS de la CAEE, avait fait procéder à un vote en urgence et dans des conditions scandaleuses : plus de 60 gros bras d'une société privée avait empêché l'accès au public et procédé à des fouilles illégales : [article de Politis et vidéos des violences](#).

C'est d'ailleurs précisément ce que le tribunal administratif de Montreuil a relevé : "le président de la communauté d'agglomération a, eu égard aux circonstances de l'espèce, fait irrégulièrement usage de ses pouvoirs de police et ainsi méconnu le principe de publicité des débats imposé par l'article L.2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales". C'est la victoire du Petit Poucet, la coordination Eau Ile-de-France qui fédère des associations de citoyens dont Bondy autrement, contre les géants Veolia (leader mondial du marché de l'eau) et du SEDIF présidé par le sulfureux André Santini.

Le marché de l'eau que le SEDIF confie depuis 1923 à Veolia concerne 4 millions de franciliens.

C'est le plus gros contrat privé d'Europe et les 400 000 habitants d'Est Ensemble représentent 10% de ce marché.

L'eau n'est pas une marchandise, c'est un bien vital sur lequel on ne doit faire aucun profit. ( *Marc Laimé*, <http://www.eauxglacees.com/Est-Ensemble-la-justice-annule-l> ).

**« Sauver les emplois qui peuvent l'être ».** Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, appelle les chefs d'entreprise à ne pas attendre pour demander des mesures de soutien. « Nous avons conçu une cellule en forme de commando, composée de quatre personnes qui parent à l'urgence . Au delà de l'urgence, c'est à la reconquête industrielle

que j'entends me consacrer. Nous allons piloter, avec Pierre Moscovici, la banque publique d'investissement. Et le lancement du plan d'épargne populaire pour mobiliser les épargnants français sera le bras armé du redressement. Un autre moyen d'intervention se fera par le biais de l'Agence des participations de l'Etat, que nous cogérons. Elle servira à orienter notre stratégie industrielle, ce qui n'avait pas été fait jusqu'alors. (*Le Monde, 1er juin*).

**Un décret pour bloquer les loyers à la relocation.** La ministre du logement, Cécile Duflot, a annoncé l'adoption d'un décret bloquant les tarifs à la relocation. Ce texte, qui devrait entrer en vigueur à la rentrée, ne gèlera pas les loyers, mais il permettra de limiter les hausses lors d'un changement de locataire. Actuellement, les loyers sont indexés pendant la durée du bail sur l'indice de référence des loyers. C'est seulement en cas de première location ou lors d'un changement de locataire que le propriétaire peut réévaluer librement la valeur locative de son bien. En région parisienne, les loyers ont progressé en 2011 de 6 % lors d'une relocation.

Ce décret est une première étape avant une réforme de la loi de 1989, qui régit les rapports locatifs (*Le Monde, 5 juin*).

**Conférence environnementale dès juillet.** « C'est précisément parce que le modèle de développement –celui du capitalisme– est en crise profonde qu'il faut passer à une nouvelle étape, celle de la transition écologique. Il est hors de question que la transition écologique se fasse sur le dos des pauvres et des modestes. L'écologie n'est pas un luxe pour « bobos ». Pour chaque mesure, il faut vérifier l'acceptabilité sociale. Et faire en sorte que tous en profitent. Sur la question de l'efficacité écologique de l'habitat, par exemple, nous allons travailler avec Cécile Duflot pour imaginer des dispositifs nouveaux pour les copropriétés dégradées. Sinon, elles ne seront jamais mises aux normes.

Ma première décision sera d'élargir aux parlementaires la concertation menée à cinq (Etat, ONG, syndicats, collectivités locales et entreprises). Avec cette nouvelle configuration, je souhaite que la Conférence environnementale ait lieu dès le mois de juillet. Le débat sur la transition énergétique doit être lancé dès l'automne, de manière à pouvoir le conclure au premier trimestre 2013, puis, dans la foulée, voter une loi de programmation sur l'énergie. » (*Nicole Bricq, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Le Monde, 5 juin*).

**La Cour de cassation interdit la prison et la garde à vue pour séjour irrégulier.** La France le fait sans état d'âme depuis les décrets Daladier de 1938, le séjour irrégulier est un délit, réprimé d'un an de prison, 3750 € d'amende et trois ans d'interdiction du territoire. Mais deux décisions de la Cour de justice de l'Union européenne semblaient l'interdire, et les tribunaux jugeaient depuis au doigt mouillé. La Cour de cassation a tranché : il n'est pas possible d'incarcérer ou de placer en garde à vue un étranger au motif qu'il est en séjour irrégulier. La victoire est savoureuse pour M<sup>e</sup> Patrice Spinosi qui, au nom de la Cimade, a plaidé avec quatre dossiers de sans-papiers sous le bras devant la CJUE, le Conseil constitutionnel, et la Cour de cassation (*Le Monde, 8 juin*).

**La Commission européenne s'attaque à l'argent du crime organisé.** 100 milliards par an de bénéfices pour les trafiquants de drogue en Europe et un montant similaire pour les fraudeurs à la TVA. Cecilia Malmström, commissaire européenne aux affaires intérieures a soumis aux ministres de la justice, réunis le 27 avril à Strasbourg, un projet visant à faciliter la confiscation de biens illicites. Par exemple en renforçant les dispositions régissant la confiscation des avoirs illicites transmis à un tiers ou celle d'une personne en fuite ou non encore condamnée. Le texte élargit la possibilité de gel préventif ou conservatoire, afin d'éviter la disparition des biens en l'attente d'un jugement... (*Le Monde, 6-7 mai*).

**Le pouvoir sénégalais part en guerre contre la corruption.** Un vent de panique souffle sur les anciens hommes forts du régime d'Abdoulaye Wade depuis la chute de l'ancien président du Sénégal (2000 -2012), largement battu au scrutin présidentiel de mars. Son tombeur et ancien dauphin Macky Sall vient de lâcher ses limiers sur les traces des dignitaires soupçonnés d'avoir puisé inconsidérément dans les caisses de l'Etat à seule fin de s'enrichir. Les inspecteurs généraux de l'Etat ont ainsi débusqué une Agence nationale des nouveaux ports du Sénégal alors qu'aucun projet n'est dans les cartons ; une Haute autorité du désert dont personne n'avait entendu parler sauf son président fictif ; un Office sénégalais pour la propriété industrielle et l'innovation technologique dont l'objet ne se différencie pas de sa grande sœur, l'agence sénégalaise pour la propriété industrielle et l'innovation technologique... Autant de découvertes qui prêteraient à rire si l'argent détourné n'avait privé le Sénégal, 156<sup>e</sup> pays sur 175 dans le classement de l'ONU mesurant le développement humain, de ressources financières déjà trop rares (*Le Monde, 8 juin*).

**En Afrique, les moustiquaires font baisser la mortalité infantile.** D'après un rapport de la banque mondiale, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a substantiellement diminué depuis 2005 dans 16 des 20 pays étudiés. L'une des causes est l'utilisation plus répandue, pour la protection des femmes enceintes et des bébés, de moustiquaires imprégnées d'insecticides susceptibles d'éloigner ou de tuer les anophèles, ces moustiques qui propagent le paludisme par leurs piqûres. Le nombre de foyers disposant de ces moustiquaires est passé de 8 % en 2003 à 60 % en 2008 au Kenya (*Le Monde, 3-4 juin*).

**Un bras robotisé commandé par la pensée.** Paralysée depuis 15 ans à la suite d'une attaque cérébrale, l'Américaine Cathy Hutchinson a pu, pour la première fois, se servir une boisson qu'elle a aspiré avec une paille, en commandant un bras robotisé, par la seule force de sa pensée. Cet exploit est rendu possible par un système qui associe un composant électronique hérissé d'électrodes, implanté dans le cortex, à un puissant système de calcul capable d'interpréter les signaux nerveux transmis par cette interface. Implanter un tel système reste onéreux et périlleux pour la santé du patient. (*Le Monde, 19 mai*).

## Immortalité ?

**Des argiles vieilles de 86 millions d'années regorgent de microbes qui respirent au ralenti.** Les microbes décrits dans la revue *Science*, le 18 mai, par une équipe internationale, ont été trahis par leur respiration. « Le défi, c'était que l'activité microbienne est tellement ralentie qu'on n'a pas plus de chance de la saisir que de voir pousser un arbre en une journée. Tout se passe comme si elles se divisaient tous les quelques milliers d'années. A moins que cette respiration ne soit le signe d'opérations de maintenance, pour contrer les fuites électriques qui surviennent dans leurs membranes » (*Le Monde*, 19 mai).

## Croissance ?

**« La croissance mondiale va s'arrêter ». 40 ans après son rapport au Club de Rome, Dennis Meadows réaffirme les limites à l'expansion économique.**

« Tout scientifique comprend qu'il y a des limites physiques à la croissance de la population, de la consommation énergétique, du PIB, etc. Pourtant l'idée commune est, aujourd'hui encore, qu'il n'y a pas de limites. Et lorsque vous démontrez qu'il y en a, on vous répond généralement que ce n'est pas grave parce que l'on approchera de cette limite de manière ordonnée et tranquille pour s'arrêter en douceur grâce aux lois du marché. Ce que nous démontrions en 1972, et qui reste valable quarante ans plus tard, est que cela n'est pas possible : le franchissement des limites physiques du système conduit à un effondrement(...)».

Le « **printemps arabe** » n'est en réalité que le symptôme de problèmes qui n'ont jamais été résolus. Ces pays manquent d'eau, ils doivent importer leur nourriture, leur énergie, tout cela avec une population qui augmente.

La production pétrolière a passé son pic et va commencer à décroître. Or, il n'y a pas de substitut rapide au **pétrole** pour les transports, pour l'aviation, ... Les problèmes économiques des pays occidentaux sont en partie dus au prix élevé de l'énergie.

Dans les vingt prochaines années, entre aujourd'hui et 2030, vous verrez plus de changements qu'il n'y en a eu depuis un siècle, dans les domaines de la politique, de l'environnement, de l'économie, de la technique. Les troubles de la zone euro ne représentent qu'une petite part de ce que nous allons voir. Et ces changements ne se feront pas de manière pacifique.

J'ignore ce que sera le futur de **la Chine**. Mais je sais que les gens se trompent, qui disent qu'avec une croissance de 8 % à 10 % par an, la Chine sera le pays dominant dans vingt ans. Il est impossible de faire durer ce genre de croissance. Dans les années 1980, le Japon tenait ce genre de rythme et tout le monde disait que dans vingt ans, il dominerait le monde. Bien sûr, cela n'est pas arrivé. Cela s'est arrêté. Et cela s'arrêtera pour la Chine. Une raison pour laquelle la croissance est très forte en Chine est la politique de l'enfant unique. Elle a changé la structure de la population de manière à changer le ratio entre la main d'œuvre et ceux qui en dépendent, c'est-à-dire les jeunes et les vieux. Pour une période qui va durer jusque vers 2030, il y aura un surcroît de main d'œuvre. Et puis cela s'arrêtera.

De plus, la Chine a considérablement détérioré son environnement, en particulier ses ressources en eau, et les impacts négatifs du changement climatique sur ce pays seront énormes. Certains modèles climatiques suggèrent ainsi qu'à l'horizon 2030 il pourrait être à peu près impossible de cultiver quoi que ce soit dans les régions qui fournissent actuellement 65 % des récoltes chinoises. Nous ne savons pas comment réagira la Chine à ce genre de situation.

Les hommes politiques sont élus pour peu de temps. Leur but est de paraître bons et efficaces pendant leur mandat ; il ne se préoccupent pas de ce qui se passera ensuite. C'est très exactement pourquoi on a tant de **dettes** : on emprunte sur l'avenir, pour avoir des bénéfices immédiats, et quand il s'agit de rembourser la dette, celui qui l'a contractée n'est plus aux affaires (*Le Monde*, 26 mai).

**Chine. Pékin veut tout faire pour maintenir la croissance** (qui se situe quand même à plus de 8 %). L'économie intérieure enregistre des performances décevantes, les exportations souffrent, notamment vers son premier partenaire commercial, l'Europe. Les taux d'intérêt baissent. Un nouveau plan de relance est enclenché (*Le Monde*, 9 juin).

## Croissance et climat : la schizophrénie politique

C'est dans l'indifférence quasi générale que les négociations internationales sur le climat ont repris à Bonn, cinq mois après la conférence de Durban qui avait fini par entériner le fiasco de Copenhague. En effet, loin d'avoir sauvé le protocole de Kyoto, Durban l'avait vidé encore un peu plus de sa substance, renvoyant à la prochaine conférence, au Qatar (26 novembre -7 décembre 2012) la définition du contenu d'une nouvelle feuille de route. Dans le même temps, les financements promis par les pays du Nord ne sont toujours pas là et le réchauffement global s'accélère. Et le G8, dans sa bulle, parle croissance mondiale au nom du monde entier !

Entamées suite à la conférence de Rio de 1992, **les négociations internationales sur le climat sont dans l'impasse**. Il y a tout juste deux ans se tenait le sommet de « la dernière chance » à Copenhague. Depuis, un nouveau record d'émissions de gaz à effets de serre est battu quasiment chaque année : + 6 % en 2010. **Les niveaux d'émissions sont aujourd'hui plus hauts que le pire des scénarios publiés par les scientifiques il y a à peine 5 ans**. Nous allons vers plus de 4°C de réchauffement climatique global et la consommation d'énergie carbonée s'accroît. Les conséquences à travers le monde sont désastreuses : sécheresses en Australie et en Afrique, inondations au Pakistan et en Thaïlande, feux de forêts en Russie, montée des eaux qui menacent les îles du Pacifique, changement des saisons des pluies dans les Andes ou en Asie du Sud-Est, etc. En Europe, la dépendance aux énergies fossiles et aux matières non renouvelables s'accroît. Elle alourdit la dette extérieure et menace encore un peu plus la stabilité de la zone euro.

A Bonn, puis au Qatar, il sera seulement question de trouver un accord sur la façon de négocier lors des trois prochaines années, le négociateur américain considérant que nous sommes dans une « *phase conceptuelle* » (sic). Déjà vidé de sa

substance depuis Copenhague, **le principe de responsabilités communes mais différenciées, qui devait guider les négociations en intégrant un critère de justice, est aujourd'hui purement et simplement abandonné par les pays du Nord** dans le cadre des négociations préalables à la conférence internationale de Rio+20 (20-22 juin). Ces derniers s'opposent en effet à ce que la déclaration finale comporte tout langage prescriptif, toute référence à des principes qui pourraient quelque peu les engager, toute référence aux droits des populations pour l'accès aux ressources vitales.

Certes le climat est bien considéré comme « *un des plus grands défis de notre temps* » et sont reconnus ses « *effets négatifs (...), y compris les événements climatiques extrêmes, les sécheresses, la montée du niveau des mers, l'érosion des côtes et l'acidification des océans* », le tout « *compromettant gravement la sécurité alimentaire, les efforts pour éradiquer la pauvreté et parvenir à un développement soutenable, menaçant l'intégrité territoriale, la viabilité et l'existence même de petits Etats insulaires* ». Mais face à ces constats partagés, **aucune mesure ou objectif contraignant n'est en vue**.

Les mécanismes de marché et la compensation carbone mis en œuvre depuis 2005 ont échoué, comme le montre le marché du carbone européen. Ils sont pourtant cités en exemple pour la mise en place de nouveaux dispositifs visant à protéger la biodiversité et plus largement l'ensemble des services écosystémiques que la nature nous fournit gratuitement. **Alors que l'industrie financière est en train de provoquer un chaos économique et politique en Europe, c'est son extension qui est proposée par la voie de la financiarisation des ressources naturelles, au nom d'une économie et d'une croissance vertes.**

Pour Attac France, cette « économie verte », largement décrite dans de nombreux rapports d'institutions internationales, transcrit la volonté de soumettre tous les cycles vitaux de la vie aux règles du marché et à la domination de la technologie. **Pour sortir de l'alternative suicidaire austérité ou croissance, une transition écologique est urgente**, notamment en matière énergétique. Créatrice d'emplois et ouvrant les possibilités d'un avenir commun entre les peuples du monde, elle pourrait faire de l'Europe un continent moteur pour ces transformations. C'est dans cette optique qu'Attac France, en lien avec ses partenaires français, européens et internationaux participera et contribuera au Sommet des Peuples qui se déroulera en parallèle de la conférence de Rio+20 (15-23 juin) ainsi qu'aux initiatives des 9 juin (débat public à Paris) et 20 juin (journée d'actions globale).  
*(Attac France, le 24 mai 2012).*

## Energie

**A Fukushima**, un arrêt du refroidissement des barres de combustible stockées dans la piscine du réacteur 4 provoquerait un accident majeur. Perchée à une trentaine de mètres de hauteur, cette piscine repose aujourd'hui sur une structure gravement endommagée. Une exposition à l'air de ces barres provoquerait une réaction impliquant une quantité de césium 137 dix fois supérieure à celle de Tchernobyl. Une telle catastrophe pourrait se traduire par une évacuation de la métropole de Tokyo. Le problème ne devrait pas être laissé aux seules mains d'une entreprise privée dont les moyens sont forcément limités. Il y a urgence, car les séismes n'attendent pas *(Le Monde, 8 juin)*.

**L'Algérie** hésite entre le gaz de schiste et le soleil. Face à la perspective de l'épuisement de ses ressources, le pays prépare un nouveau modèle énergétique *(Le Monde, 17 mai)*.

**En 2011, la Chine a assuré 57 % de la production mondiale de cellules photovoltaïques. L'Europe n'en a réalisé que 9 % (dont 6,7 % pour l'Allemagne)**. Le département américain du commerce a annoncé la mise en place d'une taxe de 30 % sur les importations chinoises de panneaux solaires. Les Etats-Unis ne produisent que 3 % de la production mondiale. En France, les industriels du solaire comptent sur la relance promise par François Hollande *(Le Monde, 22 mai)*.

**Rendre contraignant l'objectif de réduction de 20 % en 2020 de la consommation d'énergie en Europe** : le projet de directive sur l'efficacité énergétique est en discussion entre le Parlement européen, le Conseil européen et la commission. Cette discussion devrait se conclure le 15 juin, lors de la réunion des ministres européens de l'énergie. *(Le Monde, 6 juin)*.

**L'Allemagne se met en ligne pour sortir du nucléaire**. Le réseau électrique va être prolongé ou rénové sur plus de 8 000 km afin d'acheminer l'énergie éolienne du nord vers le sud du pays *(Le Monde, 2 juin)*.

## Effet de serre

**L'élevage génère 35 % des émissions de méthane** (et donc de 18 % des émissions totales de gaz à effet de serre ; le méthane a 23 fois le potentiel de réchauffement planétaire du CO<sub>2</sub>).

Relativement stable dans les pays développés (autour de 80 kg par an et par habitant), la consommation de produits carnés ne cesse d'augmenter dans les pays en développement à mesure que la population et les revenus y progressent.

A Paris, au Congrès de la viande, les experts envisagent d'agir sur la digestion des ruminants (!). Les kangourous ont une flore intestinale différente des autres ruminants : elle produit de l'acétate et non du méthane. Certains (savants fous ?) se demandent si on ne pourrait pas transférer cette flore intestinale dans le tube digestif de nos bovins et moutons... *(Le Monde, 6 juin)*.

## Drogue

**San Pedro Sula (Honduras), capitale mondiale du crime**. Avec l'effarante moyenne de 20 homicides par jour, le Honduras a le triste privilège d'être le pays le plus violent du monde. Dans ce petit Etat d'Amérique centrale, le taux

d'homicides (86 pour 100 000 habitants en 2011) est 11 fois supérieur à la moyenne mondiale. A San Pedro Sula, ce taux culmine à 174 pour 100 000.

Comme au Guatemala et au Salvador, cette explosion de criminalité est liée au narcotraffic, à la corruption de la police et aux exactions des *maras*. D'une extrême violence, ces gangs nés dans les années 1980 en Californie ont essaimé en Amérique centrale. Convoyeurs et revendeurs de la cocaïne sud-américaine, tueurs à gages, ils se livrent une guerre sans merci pour défendre leurs territoires (*Le Monde*, 23 mai).

**Au Mexique**, la violence des cartels s'accroît à l'approche des élections. Les cartels lancent ainsi un message aux partis politiques, à la presse et à la population sur leur impunité et l'impossibilité du gouvernement de les contrôler (*Le Monde*, 17 mai).

« **La guerre contre la drogue n'est pas la solution** », la présidente du Costa-Rica souligne l'échec du recours à l'armée dans la lutte contre le crime organisé. Le Costa-Rica considère que la consommation est une question relevant de la santé publique et non pas du code pénal (*Le Monde*, 24 mai).

**En France, la consommation des jeunes à la hausse.** La France affiche une dégradation des indicateurs sur le tabac, l'alcool et le cannabis. Le pourcentage de jeunes de 16 ans qui ont consommé au moins une fois par mois de l'alcool, du tabac ou du cannabis est respectivement de 67 %, de 38 % et de 24 % (derrière la République tchèque pour l'alcool et le tabac: 79 %, 42 %, 15 %, mais devant l'Italie, le Portugal, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, l'Irlande, la Grèce-sauf pour l'alcool-, la Norvège). (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin).

**Les cigarettiers américains ont financé les travaux de scientifiques français de renom** pour donner une image positive de la nicotine. Une association internationale avait pour mission de faire passer la cigarette pour un plaisir anodin. (*Le Monde*, 2 juin).

## Plaisir

Nos voisins allemands semblent accepter le plan de rigueur que leur impose drastiquement Mme Merkel. Mais pour combien de temps ? Une enquête de l'institut Rheingold nous montre que pour un Allemand sur deux -46 %- tous sexes confondus, l'expérience du plaisir sexuel est « toujours plus rare ». Même triste bilan pour 55 % des jeunes. L'étude constate, de façon « claire et surprenante », que les Allemands « ont désappris les plaisirs ». Une grande majorité, 81 %, ne se sentent l'esprit à la bagatelle qu'après une rude journée de travail. Sinon, ils culpabilisent. Ils disent ne s'amuser en vacances que si leurs journées ont été rigoureusement programmées. Et la notion de « sexe » est exceptionnellement associée à celle du « plaisir ». Ils se régalaient plus avec la boisson –massivement applaudie – en mangeant et en se promenant dans la nature. La sexualité leur apparaît comme « une performance » obligeant les hommes et les femmes à assurer, paraître sveltes, sans cesse rentrer le ventre. Ce n'est pas un moment agréable de « lâcher prise » mais une épreuve. Pendant ce temps, en France, une étude menée auprès de 3 000 femmes par le sexologue Philippe Brenot nous apprend que seules 15 % d'entre elles connaissent des orgasmes réguliers. Les hommes pressés, les horaires pénibles au travail sont incriminés, mais aussi le manque d'éducation au plaisir des jeunes femmes, qui délaissent l'autoérotisme. Bref, François Hollande a raison, il est temps d'équilibrer la rigueur par la relance... du plaisir à vivre et de la « consommation ». (*Je ne pense qu'à ça ! Frédéric Joignot, Le Magazine du Monde*, 2 juin).

## France

### Education

**La réduction du temps de travail des élèves est un véritable gâchis.** « Inutile de verser des larmes de crocodile sur les élèves qui entrent en sixième sans être capables de suivre. Nous avons organisé l'échec.

Le problème est double : quantitatif et qualitatif. Nous sommes passés d'abord, entre la guerre et les années 1960, de 40 semaines de classe à 36, car l'extension des vacances de la Toussaint et de l'hiver n'a pas été compensée par une réduction des grandes vacances. Les semaines de classe comptaient en 1968 cinq jours pleins, soit 30 heures par semaine. Nous sommes passés de 30 à 27 en 1969, par libération du samedi après-midi, puis à 26 et, depuis 2008, à 24. Nous sommes à 140 jours de classe par an, contre 175 en 1968, et à 840 heures dans l'année, contre 1050. C'est un cinquième de moins. Les élèves ne passent pas plus de temps en classe aujourd'hui en cinq années d'école qu'ils n'en passaient en quatre il y a une génération. **C'est comme si l'on avait obligé tous les élèves à sauter une classe.** »

En outre, ces heures de classe sont mal réparties. « Dans la journée de travail actuel des élèves, il y a une ou deux heures stériles, où ils n'apprennent plus parce qu'ils sont saturés. Le rythme hebdomadaire aggrave les choses. La rupture des horaires de sommeil lors des week-ends perturbe le lundi matin. Ajouter une seconde rupture le mercredi provoque une autre perturbation du jeudi matin. »

Vincent Peillon semble décidé à remédier à ce gâchis, et à organiser une grande concertation. Mais beaucoup ont intérêt au maintien des quatre jours, tandis que les intérêts des élèves risquent d'être mal défendus. Écoutons les médecins et les chronobiologistes. Les élèves d'abord ! (*Antoine Prost, Le Monde*, 31 mai).

**Le lycée parisien Louis-le-Grand vient de créer une structure pour recourir aux fonds privés.** Des fonds privés dans l'éducation publique ? C'est la porte ouverte à la dérégulation, dans un système déjà rongé par les inégalités. (*Le Monde*, 10-11 juin).

## Justice

**Bettencourt : la piste du financement illégal de l'UMP.** Le juge a acquis la certitude que M. Woerth, trésorier de la campagne de M. Sarkozy en 2007, a reçu des espèces. (*Le Monde*, 24 mai).

## Hauts-de-Seine

**La « face sombre de l'ancien monarque » vue des Hauts-de-Seine.** La plus proche collaboratrice de Patrick Devedjian, le président (UMP) du conseil général des Hauts-de-Seine publie un livre « le Monarque, son fils, son fief » où l'on voit un « monarque » despote et clanique, qui n'a de cesse d'humilier l'« Arménien », coupable à ses yeux d'avoir prétendu « nettoyer les écuries d'Augias » de sa « principauté » des Hauts-de-Seine et d'avoir torpillé la carrière politique naissante du « dauphin » Jean. En vendant, à sa façon, la mèche, Mme Guillaume remet le feu aux poudres dans la droite des Hauts-de-Seine. Un contre-feu a déjà été allumé, dont elle est la cible... (*Le Monde*, 10-11 juin).

## Montrouge. Rejoignez le SEL de Montrouge

Montrougien, Montrougienne,

Vous ne connaissez pas encore l'existence d'un SEL, Service d'Echange Local, dans votre ville et pourtant il y a bien un SEL à Montrouge et ce depuis le 5 novembre 2009, date de la réunion publique sur ce thème organisée par ATTAC.

Le thème de la réunion a attiré un grand nombre de personnes désireuses d'en savoir plus sur les SEL et une trentaine se sont inscrites pour participer à cette aventure. Depuis, d'autres personnes se sont inscrites, d'autres se sont retirées et aujourd'hui nous sommes plus de soixante dix même si tous-tes les adhérent-es ne s'impliquent pas de la même façon.

Pourquoi créer un SEL à Montrouge ?

En effet militante d'ATTAC, il m'apparaissait important de mettre en place une structure dont je connaissais l'existence ailleurs (en effet il y aurait 488 SEL en France et d'autres ont été créés dans des pays européens et dans le monde), mais qui manquait ici, afin de permettre à des citoyen-nes de Montrouge de se rencontrer et ce autour de l'échange de services et de savoirs et créer ainsi d'autres liens et qui sait pour certain-es des relations d'amitié.

Comment le SEL de Montrouge fonctionne-t-il ?

Il ne s'est pas constitué en association mais fonctionne comme une association de fait sur le mode d'une réunion mensuelle.

Les échanges de services et de savoirs sont comptabilisés uniquement en unité de temps : 1 minute égale 1 grain de sel et cela vaut pour tous les services proposés sans aucune hiérarchie entre eux. Un cadeau de 60 grains est attribué à tous les membres afin que chacun-e n'hésite pas à demander un service avant même d'en proposer un.

Les échanges de services sont très divers et se répartissent dans différentes rubriques : bricolage électroménager, menuiserie...), soins aux animaux, bien être épilation à la cire, massage des mains...) informatique, cours de langues (allemand, espagnol), transport en voiture et bien d'autres.

Vous êtes intéressé-es, venez nous rejoindre. Contact : MontSELrouge ou contact @montselrouge.org

( communiqué du SEL de Montrouge )

## Courrier des lecteurs

**N. T.** Un peu de recul Jean-Paul !

**D.C.** Salut Jean-Paul, bravo pour ce numéro, où je n'ai vu que deux erreurs :

- *one more time*, le candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle se nomme Jean-Luc Mélenchon,

- et F. Bayrou a été le troisième homme de l'élection présidentielle de 2007, pas 2002.

Par ailleurs, le courrier du lecteur contestant le dévoiement de l'Union européenne est excellent : il a 100% raison de souligner que les tares de l'UE sont de naissance et de rappeler que la défense de la démocratie, des droits de l'homme et de la paix est assurée non par l'UE, mais par le Conseil de l'Europe, qui n'a malheureusement pas les pouvoirs qu'il devrait avoir...

**JCM.** Bravo 100 % d'accord avec ton analyse de la situation :

La démocratie est très provisoirement mise hors de danger.

La montée du FN est plus que préoccupante : la fille a collecté en nombre davantage de voix que le père. Ce cancer ne peut que croître et embellir car les conditions qui l'on fait naître s'aggravent de jour en jour. Le vote « contestataire » a ceci de merveilleux pour ses porte-drapeaux qu'ils ne sont tenus ni par l'obligation de résultats, ni par l'obligation de cohérence.

D'ailleurs, si on regarde bien, le gagnant de l'élection de 2007 était déjà dans cette logique. Il était porté par une aspiration au changement, aussi creuse qu'informulée, et son ego hors norme lui a fait croire que c'était un plébiscite de sa propre personne. Comme girouette bien huilée, il s'est fait le voyageur de commerce de la pensée unique, sans s'astreindre à aucune cohérence, n'hésitant pas à déclarer aussitôt péremptoirement exactement le contraire de ce qu'il avait déclaré la minute d'avant : il allait donner la fessée aux banques, du même mouvement qu'il gravait la « règle d'or » dans le marbre.

Le peuple souffre de deux maux : la perte de sécurité économique et la perte de sécurité culturelle. Tant que les élites républicaines et démocratiques ne l'auront pas compris, elles seront empêtrées dans leurs contradictions et tout aventurier sans scrupule jouera sur du velours.

Les socialistes seraient bien inspirés en effet d'exercer leur droit d'inventaire sur les résultats du passé : les privatisations de Jospin, le lancement du « big-bang » de la finance par Bérégovoy... mais également le mépris affiché de la gauche caviar contre les basses classes incultes, indécrottement racistes et xénophobes. Il faut au peuple du pain et des jeux, mais également (et peut être d'autant plus que les temps sont plus durs) quelques motifs de fierté. L'erreur fatale serait de croire qu'on répond aux angoisses du chômage de masse en légiférant sur le mariage gay. C'est comme Marie-Antoinette qui s'étonnait que le peuple vienne à Versailles réclamer du pain : s'ils n'ont plus de pain, pourquoi ne mangent-ils pas de la brioche ? Le peuple détestait autant les rubans de l'autrichienne qu'il déteste aujourd'hui les frasques de DSK.

Il n'y a rien de plus facile que de détourner la colère populaire vers de quelconques boucs émissaires, ça a fort bien marché pour Hitler et ça peut recommencer ici et maintenant. Le problème est que ce n'est pas en déclarant le sujet « nauséabond » qu'on est efficace, on est simplement dans le déni, et on laisse le champ libre aux voyous du pire. Est-il né le héros socialiste qui descendra de son piédestal pour crotter ses chausses dans la boue nauséabonde (la vraie, pas celle du salon de la Porte de Versailles) et saluer l'habitant de la campagne profonde (qui n'est plus paysan depuis deux générations) pour lui dire : vous êtes ému de voir un minaret percer votre horizon, je le comprends fort bien, à votre place je le serais tout autant, parlons en ...

**T.V.** réagit à l'édito du numéro précédent (d'avril)

Je rattrape mon retard de messagerie et vient donc de lire le texte accompagnant votre message :

Vous dites « Sous notre contrôle vigilant (on n'est pas citoyen qu'au moment des élections), il lui faudra .... »

Je suis désolé de prétendre que vous vous leurrez. On n'a un pouvoir qu'au moment des élections, sinon c'est dans la rue qu'il faut descendre.

Essayez d'obtenir le droit qu'un fonctionnaire mal avisé vous vole et vous constaterez qu'il n'existe aucun moyen simple et abordable de le faire. On ne peut qu'attaquer l'état au tribunal administratif, ce qui demande le recours à un avocat pour ceux qui n'ont pas la formation idoine et de long mois de procédure.

C'est justement un des points où il faut obtenir une réforme en urgence : plus de démocratie participative, moins de privilèges et plus de comptes à rendre des élus et fonctionnaires aux citoyens qui les paient.

Internet nous permet de mettre en place un pôle participatif de qualité pouvant aller jusqu'à la prise de décisions. Je pense que c'est une voie qu'il faut explorer et une proposition qu'il faut soumettre, voire imposer, parce qu'il m'étonnerait fort que nos élites se laissent mettre une laisse facilement après avoir tellement pris de libertés avec les nôtres.

*JPA. Vous vous contredisez: vous dites " On n'a un pouvoir qu'au moment des élections, sinon c'est dans la rue qu'il faut descendre" puis vous évoquez Internet, qui "nous permet de mettre en place un pôle participatif de qualité "*

*L'élection présidentielle a eu lieu, le combat continue: dans la rue, certes, mais aussi sur internet, par des réunions publiques, etc*

**T. V.** « Je ne pense pas me contredire, parce qu'internet n'est qu'une possibilité de la démocratie participative qui n'est pas encore en place et ne le sera peut-être jamais si on ne se bat pas pour l'imposer. Les printemps arabes ont démontré qu'Internet était aujourd'hui un outil de la rue et je dis que si on veut éviter le désordre de la rue, il faut rendre le pouvoir au peuple en organisant la démocratie participative et donc en y incluant et organisant l'outil internet.

Il en est de même de l'associatif, qui existe aujourd'hui et permet de compenser les lacunes sociales les plus criantes de l'état, mais de manière non organisée et sans pouvoir démocratique. On peut développer l'associatif au service de la démocratie participative en l'organisant, en lui donnant du pouvoir, des moyens et des contrôles. Comme l'internet, ce n'est pas ce qui existe aujourd'hui (...)

Quant au combat, je n'ai pas vraiment l'impression qu'il continue dans la rue, parce que nos organisations ne sont pas la rue. La rue dort pour l'instant et si elle se réveille elle enfle et elle déborde d'un seul coup et je ne sais pas s'il faut le souhaiter, car c'est toujours des débordements, donc de l'injustice et une loterie de savoir qui va tirer les marrons du feu au final. C'est quand même mai 68 qui a entraîné l'ultra libéralisme sous prétexte de liberté.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.